

Japon et Asie : un retour en suspens

Guibourg DELAMOTTE

À l'heure où la puissance chinoise s'impose sur la scène mondiale, le Japon se rapproche des pays asiatiques. Ce retour vers l'Asie n'est pas univoque et le Parti démocrate, depuis peu au pouvoir, n'est pas en mesure de changer le cap de la politique étrangère japonaise.

À la fin du XIXe siècle, le Japon se distinguait tant du reste de l'Asie qu'il entreprit de s'en dissocier. Premier pays d'Asie à s'être modernisé, il a longtemps tourné son regard et tendu ses efforts vers l'Occident, optant avant la Seconde Guerre mondiale pour le camp des colonisateurs de crainte de sombrer dans celui des colonisés.

Soixante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le « retour à l'Asie » du Japon n'est pas complètement achevé. Les tensions qui, épisodiquement, troublent, comme à l'automne 2010, les relations de la Chine et du Japon¹, attestent de la précarité de leur équilibre : l'Histoire est sans cesse brandie.

Le Parti démocrate, qui, apportant au Japon sa première véritable alternance, a remporté le pouvoir en septembre 2009, a en définitive maintenu les orientations diplomatiques qu'avait fixées le Parti libéral-démocrate, aujourd'hui dans l'opposition : les relations avec l'Asie ne peuvent être privilégiées au détriment de celles qu'entretient le Japon avec les États-Unis. Ce parti n'est pas en mesure actuellement de mener la politique asiatique ambitieuse qui priverait la Chine de cette « carte » historique qu'elle joue si volontiers. En

¹ En septembre 2009, un bateau de pêche a heurté semble-t-il délibérément un navire des garde-côtes japonais à proximité de ces îles. Des manifestations antijaponaises ont suivi la mise en garde à vue puis la libération du commandant de bord.

outre, pour une partie des élites, l'amélioration des relations avec la Chine est incompatible avec les implications de l'alliance stratégique nippo-américaine. Elles peinent à concevoir les relations avec les pays d'Asie indépendamment de la politique et de la présence américaines, et de la protection qu'en retire le Japon : l'Asie, qui lui ouvre tant de perspectives dans le domaine économique, est, hors du champ commercial, perçue comme la source de dangers multiples allant des menaces nucléaire et balistique au non-respect de sa souveraineté territoriale, en passant par le terrorisme, les réseaux mafieux (moins contrôlables que les yakuza locaux) ou l'immigration, jugée néfaste à l'emploi et à la cohésion sociale.

Faire oublier la démesure

En 1868, l'empereur Meiji qui a été rétabli sur le trône par des adversaires de la politique de signature de « traités inégaux » avec les Occidentaux, menée depuis 1853 par le shogun, entame la modernisation du Japon. Dans son entreprise de construction nationale, le Japon « quitte » l'Asie pour se faire occidental². Les réticences des pays occidentaux à admettre comme un des leurs ce nouveau rival contribuent à la dérive militariste qui conduit à des crimes de guerre que l'Asie n'a pas oubliés.

Pour « réintégrer » sa région, après la Seconde Guerre mondiale, le Japon a d'abord rétabli ses relations diplomatiques avec autant de voisins que le lui permettait le contexte international (un traité de paix manque ainsi d'être signé en 1956 avec l'URSS³ et le rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine doit attendre 1972) ou le contexte national des pays en question (un traité d'amitié n'est signé avec la Corée du Sud qu'en 1965).

Il a aussi promu la régionalisation par ses initiatives politiques, par son essor et par le transfert de richesses (capitaux privés ou aide publique au développement) : les économies régionales, le commerce intra-régional, les institutions régionales (la Conférence ministérielle pour le développement économique de l'Asie du sud-est, organisée en 1966 par le Japon, préfigure par exemple l'Association des nations du sud-est asiatique créée l'année suivante par cinq pays d'Asie du sud-est) prennent, grâce à lui, leur envol.

² Référence au slogan de l'époque, « DatsuÂ, nyûÔ » (Sortir d'Asie, intégrer l'Occident !).

³ Toutefois, comme le Japon a besoin, pour intégrer l'Organisation des Nations Unies, en décembre 1956, de l'aval de l'URSS et qu'il voulait obtenir le retour de 45000 des soldats de l'armée impériale prisonniers en Sibérie, une déclaration conjointe est hâtivement signée en octobre 1956 : la question des « territoires du nord », annexés par l'URSS après l'abdication du Japon, à la fin du mois d'août 1945, reste en suspens. Tahara Sôichirô, *Nihon no sengo* (L'après-guerre du Japon), Kôdansha, Tôkyô, 2003, p. 224.

Le choix de la demi-mesure

Le Japon n'est jamais devenu le leader régional auquel son rang de deuxième puissance mondiale, dès 1969, semblait le prédisposer. Détrôné en 2010 par la Chine, son heure n'est peut-être pas passée pour autant : certains pays asiatiques, tout en voyant dans la Chine ce que naguère le Japon leur a procuré – la croissance –, la redoutent comme ils redoutaient jadis le Japon qui, désormais, fait à leurs yeux figure de contrepoids à la puissance chinoise.

Plusieurs facteurs expliquent que cette puissance mondiale dont la poussée a été fulgurante ne soit pas devenue un leader régional. La Sphère de coprosperité de la Grande Asie ayant laissé de douloureux souvenirs, la région n'était pas réceptive à ce que le Japon jouât un rôle qu'au demeurant lui-même ne souhaitait pas assumer. De fait, malgré son adhésion au mouvement de régionalisation, le Japon a longtemps été réticent à l'intégration régionale. Le Premier ministre Hatoyama Yukio (septembre 2009-juin 2010) a été le premier à esquisser un parallèle entre la construction européenne et l'Asie pour indiquer que plus d'intégration régionale était souhaitable à ses yeux⁴. Son ébauche de Communauté asiatique n'est pas mort-née avec son gouvernement : elle figurait dans le programme de campagne des élections à la Chambre haute de juillet 2010, mais elle reste à préciser.

Son approche de la régionalisation a au surplus été bridée par un protectionnisme, notamment agricole. Chaque accord de libre-échange ou de partenariat économique signé par le Japon comprend ainsi une clause d'exclusion du riz (à l'exception des pays comme Singapour pour lesquels elle eut été sans objet). La Corée du sud qui, depuis 1999, promeut la signature de tels accords, s'est montrée moins frileuse.

Enfin, son approche de la région est équivoque dans la mesure où il redoute de la confronter seul.

Ouvrir l'Asie à l'Occident

Depuis 1945, la voie de la réhabilitation régionale du Japon passe par l'Occident. Le traité de sécurité nippo-américain de 1951, remplacé depuis par celui de 1960, plaçait le Japon

⁴ « Watashi no seiji tetsugaku » (Ma philosophie politique), numéro d'août 2009 : (<http://www.hatoyama.gr.jp/masscomm/090810.html>) (consulté le 10 novembre 2010).

sous la protection mais aussi sous la garde et sous la coupe américaine. L'Alliance de sécurité s'est peu à peu rééquilibrée. L'Alliance joue désormais pour les pays asiatiques un rôle stabilisateur, exception faite de la Chine qui l'estime maintenant tournée contre elle.

Cette tutelle américaine a habitué le Japon à aborder sa région avec les États-Unis à ses côtés. Ce statut de partenaire privilégié l'a aussi isolé de sa région pendant la Guerre froide et cet héritage reste présent : le Japon connaît une « solitude » politique et stratégique qui le pousse à ouvrir l'Asie aux pays occidentaux dont il se sent proche.

Amarré militairement aux États-Unis qui ont longtemps été son premier partenaire commercial, il a toujours encouragé leur ancrage régional. Ainsi lance-t-il avec l'Australie en 1989 l'Asia Pacific Economic Cooperation (APEC) dont les États-Unis font partie, et s'abstient-il de se rallier au projet que présente en réplique, le Premier ministre malaisien Mahathir bin Mohamad, dont ils sont exclus. C'est aussi à l'initiative du Japon que l'Inde, la Nouvelle-Zélande et l'Australie sont invitées au Sommet de l'Asie orientale, en 2005, et qu'elles se joignent à la Communauté d'Asie orientale créée alors : la montée en puissance chinoise le conduit à chercher des contreponds auprès des autres démocraties régionales⁵.

De fait, malgré les liens économiques qui unissent le Japon avec ses voisins d'Asie⁶, les relations avec certains d'entre eux demeurent volatiles.

Des voisins plus ou moins susceptibles

Les relations du Japon avec ses voisins d'Asie sont plus ou moins bonnes en fonction des pays et des époques. Singapour, la Malaisie et la Thaïlande espèrent en effet trouver dans le Japon un appui face à la puissance militaire croissante de la Chine, tandis que le Cambodge, le Viêt Nam et le Myanmar ne veulent pas voir sa puissance prendre une forme autre qu'économique. Le Japon entretient de bonnes relations avec l'Indonésie, son premier fournisseur de gaz naturel : il coopère avec ce pays en matière de lutte anti-terroriste. Ces pays s'opposent rarement au Japon sur des questions historiques. La colonisation y a été plus

⁵ Soeya Yoshihide, « *Higashi ajia anzenhoshô shisutemu no naka no nihon* » (Le Japon dans le système de sécurité de l'Asie orientale), in : Soeya Yoshihide et Tadokoro Masayuki (dir.), *Nihon no higashi ajia kôsô* (La vision japonaise de l'Asie orientale), Éditions de l'université Keiô, Tôkyô, 2004, p. 193-216.

⁶ En 2009, ses investissements vers l'Asie représentaient le double de ses exportations vers l'Amérique du nord : 20,6 milliards de dollars pour 10,8 milliards. L'Asie représentait 54% de ses exportations et 44% de ses importations, loin devant l'Amérique du nord (respectivement 17,5% et 12,4%) ou l'UE (12,5% et 10,7%). Source : JETRO.

courte qu'en Corée. Pour indemniser les « femmes de réconfort », le Japon a mis en place un fond qui a fonctionné durant dix ans. Le Japon qui n'a pas avec ces pays de contentieux territorial pour donner prise aux nationalismes a plutôt au contraire favorisé l'émergence des nationalismes de ces pays.

Il en va autrement en Asie du nord-est. À cet égard, Taiwan fait figure d'exception. La colonisation japonaise y a été respectueuse de la population locale tandis que l'installation des troupes de Chiang Kai-shek sur l'île, en 1945, a, elle, laissé de fort mauvais souvenirs⁷. Facteur plus important peut-être, la Guerre froide a rapproché les deux pays, tous deux alliés des États-Unis. Taiwan conteste la souveraineté japonaise sur les îlots Senkaku (Diaoyu en chinois), mais jamais il n'y a eu de heurts entre les deux marines qui coopèrent l'une avec l'autre. Avec la Corée du Sud, les relations se sont dégradées sous la présidence ternie de scandales de Roh-Moo-hyun (2003-2008). Le Japon conteste la souveraineté de la Corée du sud sur les îlots Takeshima (Dokdo en coréen), beaucoup plus ancrées dans le nationalisme de la population coréenne qu'elles ne le sont dans celui de la population japonaise. Les relations nippo-chinoises se sont beaucoup dégradées durant le mandat de Koizumi Jun'ichirô (2001-2006) qui a cru pouvoir faire admettre à ses voisins que le Japon, comme n'importe quelle nation, pouvait rendre hommage à ses « morts pour la patrie » sans pour autant faire acte de révisionnisme. La Chine elle-aussi revendique les Senkaku et une vaste portion du territoire maritime japonais. Deux questions irritent épisodiquement la Corée du sud et la Chine : celle des manuels scolaires japonais⁸ et des visites d'hommes de premiers ministres japonais au sanctuaire Yasukuni, en particulier lorsqu'elles ont lieu un 15 août, anniversaire de la fin de la Seconde Guerre⁹. La Chine, en particulier, sait jouer de ses avantages – politiques, mais aussi désormais économiques – face au Japon : jamais elle n'abandonnera cette « carte historique » dont elle dispose. Comment faire oublier cette Histoire, quand les excuses sont jugées

⁷ Notamment en raison de l'« incident du 28 février 1947 », cf. Lai Tse-Han, Wei Wou, Myers Ramon, *A Tragic Beginning : the Taiwan Uprising of February 28, 1947*, Stanford University Press, 1991.

⁸ Ces protestations visent des manuels qui en pratique sont très peu utilisés (moins d'1,5% des collèves), au surplus avant le visa du ministère de l'Éducation qui impose le cas échéant des corrections avant d'autoriser leur mise en circulation dans le circuit scolaire.

⁹ La visite du Premier ministre Koizumi en costume traditionnel le 15 août 2001, anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, a suscité les protestations des deux pays, protestations renouvelées ensuite à chacune de ses visites pourtant plus discrètes. Le sanctuaire Yasukuni abrite les âmes de 2,5 millions de personnes (essentiellement des soldats) décédées durant les guerres menées par le Japon depuis 1869. Parmi elles figurent treize criminels condamnés par le Tribunal international de Tôkyô. Le sanctuaire est aussi perçu comme révisionniste en raison du musée qui s'y trouve.

insuffisantes ? Le gouvernement les réitère, mais elles sont régulièrement contredites par les déclarations d'hommes politiques qui savent flatter une fraction de leur électorat¹⁰.

Le retour attendu du Japon en Asie

Aux remontrances de la Chine et de la Corée, répond une radicalisation de la droite japonaise, dans les milieux politiques comme dans les cercles intellectuels. La droite japonaise non radicale est favorable au maintien des bases américaines et de l'Alliance nippo-américaine dans sa configuration actuelle, les États-Unis portant assistance au Japon s'il est victime d'une agression qu'il n'a pas les moyens militaires de repousser. La droite plus radicale souhaite que le Japon préserve son Alliance, mais en se dotant des capacités militaires et de la capacité d'action d'une puissance militaire moyenne. Elle dénonce la « menace chinoise »¹¹. Pour la droite moins dure, l'accroissement du budget militaire chinois, l'absence de transparence, la difficulté à établir une ligne rouge entre chefs d'État ou ministre de la Défense, ainsi que l'instabilité sociale chinoise sont préoccupants¹².

La gauche japonaise demeure « pro-asiatique », favorable à la réitération d'excuses et opposée à la présence militaire américaine (« anti-bases »), les bases contribuant au « sentiment d'encerclement » de la Chine. Cette gauche est aussi très attachée à l'article 9 de la Constitution japonaise, article sur lequel repose un pacifisme qui est, selon elle, très menacé¹³.

Ces divisions de la société japonaise se reflètent dans le Parti démocrate, parti de centre-droit, qui est pris en tenailles entre ses deux ailes, de gauche et de droite. Il s'est en effet formé de l'union de la gauche libérale et d'anciens membres du Parti libéral-démocrate, souvent jeunes.

¹⁰ Kiichi Fujiwara, « Diplomatie japonaise : les limites d'une politique de priorité accordée aux États-Unis », *Heiwa no riarizumu* (Le réalisme de la paix), Iwanami shoten, Tôkyô, 2004, p. 242.

¹¹ Le ministre des Affaires étrangères actuel, Maehara Seiji, l'a par exemple évoquée dans un discours du 8 décembre 2005 au CSIS de Washington (terme utilisé en japonais, langue dans laquelle il s'est exprimé).

¹² Tanaka Akihiko, Okamoto Yukio, « Sekai wa Chûgoku wo kyôson dekiru ka » (Le monde peut-il coexister avec la Chine), *Chûôkôron*, août 2008, p. 26-37, traduit dans *Japan Analysis*, 13 octobre 2008, Asia Centre.

¹³ Koseki Shôichi, MaedaTetsuo, Yamaguchi Jirô, Wada Haruki, « Kenpô 9 jô iji no motode, ikanaru anzenhoshô seisaku ga kanô ka » (Quelle politique sécuritaire est possible dans le respect de l'article 9 de la Constitution ?), *Sekai*, juin 2005, p. 92-109.

Une diplomatie sans changement de cap

Dans le contexte de la campagne électorale de l'été 2009, le Minshutô s'est rapidement positionné comme pro-asiatique pour se démarquer de son opposant, le Parti libéral-démocrate, et comme anti-bases, ce qui avait l'avantage de satisfaire sa gauche, mais aussi sa droite.

Le Premier ministre Hatoyama Yukio a ensuite entrepris de rouvrir un dossier sur lequel ses prédécesseurs avaient négocié dix années durant avec les États-Unis, celui de la transformation de la base de *Marines* de Futenma, sur l'île d'Okinawa. Hatoyama a estimé possible de la déplacer hors de l'île, voire hors du Japon. Au printemps 2010, deux événements ont fait prendre conscience au Premier ministre de l'instabilité du contexte régional. Le premier concernait la Corée du nord : en mars 2010, une corvette sud-coréenne a été coulée par une torpille nord-coréenne. Le second concernait la Chine : en avril 2010, deux bâtiments des Forces d'autodéfense maritimes ont croisé des bâtiments chinois, parmi lesquels huit frégates et deux sous-marins, à 140 km à l'Ouest d'Okinawa, dans le détroit de Miyako (territoire japonais). Ils venaient de mer de Chine orientale et se dirigeaient vers le Pacifique pour s'y entraîner. Leur passage n'avait pas été signalé. Ajoutant la provocation à l'offense, deux hélicoptères chinois ont survolé à faible altitude les destroyers japonais. Ces circonstances ont conduit le Parti démocrate à réaffirmer son attachement à l'Alliance nippo-américaine : Kan Naoto qui a succédé à Hatoyama en juin 2010 a affirmé qu'il considérait l'Alliance comme l'axe principal de la diplomatie japonaise¹⁴. Les États-Unis ayant assuré que les Senkaku faisaient partie du territoire japonais et partant, du périmètre de l'Alliance¹⁵, le Japon a augmenté sa contribution aux frais de stationnement des bases, contribution dont son prédécesseur avait obtenu la baisse¹⁶. Quant aux relations avec l'Asie, l'heure est désormais au rétablissement de relations de confiance avec ses pays, en particulier, indique le Manifeste électoral de 2010, avec la Chine et la Corée du Sud¹⁷.

¹⁴ Kan Naoto, discours d'investiture du 11 juin 2010 (consulté le 10 novembre 2010): (<http://www.kantei.go.jp/jp/kan/statement/201006/11syosin.html>)

¹⁵ Déclaration de Hillary Clinton, secrétaire d'État américaine, au ministre des Affaires étrangères japonais, Maehara Seiji le 23 septembre 2010. « « Senkaku wa nichibeï anpo tekiyô taishô », Kurinton chōkan, meishin nichibeï gaisōkaidan » (Sommet des chefs de la diplomatie : Clinton déclare que les Senkaku sont visées par le traité de sécurité), *Sankei Shimbun*, 24 septembre 2010.

¹⁶ « Omoiyari yosan sakugen sezu » (Le « budget de compassion » ne sera pas diminué), *Yomiuri Shimbun*, 28 octobre 2010. Les versements du Japon aux États-Unis seront de 188,1 milliards de yens pour l'année fiscale 2011 (en 2008, 2009 et 2010, il avait été ramené à 139,5 milliards de yens).

¹⁷ « Genki na nihon wo fukkatsu saseru » (Redynamiser le Japon), Manifeste électoral des élections de juillet 2010 : (http://www.dpj.or.jp/special/manifesto2010/data/manifesto2010_hanten_kakudai.pdf) (consulté le 10 novembre 2010).

Après bien des hésitations, le Parti démocrate est donc revenu à la ligne diplomatique tracée par son prédécesseur : les États-Unis et l'Asie en sont les piliers, mais les États-Unis étant aussi les garants de la sécurité japonaise, le Parti démocrate a regretté ses velléités d'indépendance sitôt que le contexte régional s'est tendu. Pour un temps, le statu quo l'a emporté – pour longtemps peut-être ?

Ce statu quo traduit en définitive, sur les questions historiques ou dans le degré d'ouverture économique admis, un consensus – la position intermédiaire sur laquelle électeurs de droite et de gauche peuvent s'entendre : dans la mémoire d'Hiroshima, dans des excuses aux pays d'Asie.

Le Parti démocrate n'est pas pour autant en mesure d'inaugurer une politique nouvelle à l'égard de l'Asie. Une politique « pro-coréenne » verrait le Japon :

- renoncer à estimer que les Takeshima font partie de son territoire dès lors que la Corée du sud les occupe et en a fait un symbole national¹⁸ ;
- admettre la double nationalité : la naturalisation, outre qu'elle est relativement difficile¹⁹, complique ensuite l'entrée en Corée en l'absence d'accord sur la libre circulation des personnes²⁰.
- accorder le droit de vote aux résidents permanents aux élections locales. Hatoyama Yukio s'y était dit favorable²¹.

Le Japon pourrait ainsi espérer une meilleure coopération avec la Corée du sud dans des négociations avec la Corée du nord, ou concernant la Chine. Peut-être pourrait-il espérer que la Corée du sud admette en retour que le Japon de 2010 n'est plus celui de 1930.

¹⁸ Robert Dujarric, "Enhancing Japan's position in the Senkaku Dispute", Pacific Forum CSIS, 15 octobre 2010 : (<http://csis.org/files/publication/pac1050.pdf>) (consulté le 20 novembre 2010).

¹⁹ Il faut notamment avoir vécu cinq années au Japon, pouvoir subvenir à ses besoins, ne pas avoir d'autre nationalité ou renoncer à son autre nationalité. Article 5, Loi sur la nationalité (Kokuseki hô) n°147 du 4 mai 1950.

²⁰ Ozawa Ichirô, ancien secrétaire général du Parti démocrate, y est favorable : « Eijû gaikokujin no chihô sanseiken ni tsuite » [Sur le droit de vote pour les résidents permanents aux élections locales], <http://www.ozawa-ichiro.jp/policy/05.htm> (consulté le 1^{er} juin 2010).

²¹ « Hatoyama shushô, Lee Myun-bak daitôryô ni « gaikokujin sanseiken maemukini », kita chôsen mondai de renkei – nicchûshunô » [Sommet des chefs d'État japonais et coréen – Hatoyama indique qu'il est favorable au droit de vote des étrangers ; concertation en vue sur le dossier nord-coréen], *Jiji tsûshin*, 10 octobre 2009).

Pour leur part, les pays d'Asie du sud-est voudraient voir l'entrée de travailleurs étrangers sur son sol facilitée²². La population japonaise ne compte qu'1,74% d'immigrés ; les visas de travail sont accordés avec parcimonie.

Ces mesures, qui seraient impopulaires, sont difficiles à adopter pour un parti dont l'assise est encore instable. Il trouve ses principaux appuis électoraux dans les syndicats de travailleurs, opposés à la concurrence d'une main d'œuvre étrangère²³. Enfin, une concession à la Corée sur Takeshima pourrait avoir des répercussions pour les « territoires du nord » (Kouriles sud) que le Japon espère récupérer de la Russie.

Le Parti démocrate a compris à ses dépens qu'il avait besoin des États-Unis. Il n'est pas en mesure d'adopter les mesures politiques qui lui attacheraient véritablement ses voisins : le cap de la diplomatie japonaise ne devrait plus fluctuer avant quelque temps.

Article publié dans laviedesidees.fr le 7 décembre 2010.

© laviedesidees.fr

²² « EPA ni okeru sâbisu bôeki to hito no idô » (Les mouvements de personnes et le commerce de services dans le cadre des EPA) : <http://www.mofa.go.jp/mofaj/press/pr/wakaru/topics/vol57/index.html> (consulté le 1^{er} juin 2010).

²³ « Rengô no gaikokujinrôdôsha mondai ni kansuru tômen no kangaekata » (Les idées actuelles de Rengô concernant les travailleurs immigrés), 21 octobre 2004 : <http://www.jtuc-rengo.or.jp/roudou/gaikokujin/kangaekata.html> (consulté le 1^{er} juin 2010).